



Marseille, le

**15 NOV. 2024**

**Bureau des Installations et Travaux  
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Affaire suivie par : MM

**Arrêté n° 2023-46-PC  
imposant des prescriptions complémentaires à  
la société THUNDER (FRANCE) PROPCO IV SNC dans le cadre de la mise en œuvre  
d'une activité de fabrication de sacs papiers au sein de la cellule n°5 de son entrepôt  
implanté dans la zone d'activité DISTRIPORT sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

- Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles R181-45, R181-46 et L181-14 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2445 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2450 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°124-2004 A du 3 octobre 2005 autorisant la société EURINPRO FRANCE à exploiter un entrepôt couvert à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- Vu** le courrier de notification de changement d'exploitant du 11 septembre 2013 au profit de la société INVISTA EUROPEAN RE MARSEILLE PROPCO S.a.r.l ;
- Vu** le courrier de notification de changement d'exploitant du 8 mars 2017 au profit de la société COMPAGNIE IMMOBILIERE DE LA CNP ;
- Vu** le courrier de notification de changement d'exploitant du 1er décembre 2022 au profit de la société THUNDER (France) PROPCO IV SNC ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance présenté par la société THUNDER FRANCE PROPCO IV SNC le 7 février 2023 en vue de la mise en œuvre d'une activité de fabrication de sacs papiers et d'entreposage de matières premières et de produits finis au sein de la cellule n°5 de 5 040 m<sup>2</sup> de l'entrepôt implanté dans la zone d'activité DISTRIPORT sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône (13230) et dont le siège est situé 123 rue du château à Boulogne Billancourt – 92100 ;
- Vu** l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 28 mars 2023 ;
- Vu** l'arrêté du 15 mars 2023 n°2023-46-K portant décision sur la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement formulée par la société THUNDER FRANCE PROPCO IV SNC pour ses installations de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- Vu** le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 2 juillet 2024 ;
- Considérant** que la société THUNDER (FRANCE) PROPCO IV SNC exploite à Port-Saint-Louis-du-Rhône un entrepôt couvert soumis à autorisation environnementale dont les activités sont régies par les prescriptions de plusieurs arrêtés susvisés ;
- Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaire et technologiques ;
- Considérant** que le projet de modification ne constitue par une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 I du code de l'environnement ;
- Considérant** toutefois qu'il y a lieu d'actualiser les dispositions de l'autorisation environnementale et de fixer des prescriptions complémentaires, notamment en matière de défense incendie à l'établissement THUNDER (FRANCE) PROPCO IV SNC ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n°124-2004 A du 3 octobre 2005 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société THUNDER FRANCE PROPCO IV SNC, dont le siège social est situé au 123 rue du Château – 92100 Boulogne-Billancourt, est autorisée à exploiter les installations situées rue de Tokyo – Fos Distriport – Centre logistique Euro méditerranéen – 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône détaillées dans les articles suivants.

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté et celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°124-2004 A du 3 octobre 2005 en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

### Article 2 – Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°124-2004 A du 3 octobre 2005 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Régime	Nature des installations et volume d'activité	Volume autorisé
1510-2	E	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m³</p>	<p>Entrepôt de 268 000 m³ comprenant :</p> <p>3 cellules d'environ 5 670 m² ;</p> <p>2 cellule de 5 040 m²</p> <p>Quantité de matières stockées : 20 700 t (1)</p> <p>Cellule 1 : 4 000 t</p> <p>Cellule 2 : 4 000 t</p> <p>Cellule 3 : 5 230 t</p> <p>Cellule 4 : 4 000 t</p> <p>Cellule 5 : 3 470 t soit 11 260 m³ de papier/carton</p>
2445-1	E	<p><b>Transformation du papier, carton</b></p> <p>La capacité de production étant :</p> <p>1) supérieure à 20 t/j</p>	<p>Installation de transformation du papier composée de 11 machines de capacité de production de 5 t/j dans la cellule n°5 :</p> <p>Capacité totale : 55 t/j</p>
2450-A	D	<p><b>Imprimeries</b> ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante :</p> <p>A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</p> <p>b) supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j</p> <p>Nota : pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée</p>	<p>Impression par flexographie (cellule 5)</p> <p>Quantité d'encre sans solvant consommée pour l'ensemble des machines : 150 kg/j</p> <p>La quantité totale d'encre prise en compte est de 75 kg/j.</p>



2925-1	D	Accumulateurs (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	3 locaux de charge : 300 kW
2910-A	DC	Installation de combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaufferie au gaz naturel de puissance thermique 1,5 MW

(\*) Les matériaux dont le stockage est autorisé sous la rubrique 1510 se décomposent ainsi :

- Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public ;
- Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1532, à l'exception des établissements recevant du public ;
- Produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques : à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, et dans les autres cas et pour les pneumatiques) : 1000 m<sup>3</sup> répartis dans les cellules n°1 à 4.

### Article 3 – Réglementation applicable

Les prescriptions de l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral n°124-2004 A du 3 octobre 2005 sont remplacées par les dispositions suivantes :

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- l'arrêté ministériel du 2 décembre 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2445 ;
- l'arrêté ministériel du 16 juillet 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2450 ;
- l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
- l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d)" - (Rubriques n°2925-1 et n° 2925-2)
- Tout autre texte réglementaire en vigueur.

### Article 4 – Dispositions spécifiques pour la défense incendie

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs des prescriptions suivantes :

- L'exploitant met à jour le plan de secours du site qui doit faire apparaître les modifications sur la nature d'activité de la cellule n°5 à notification du présent arrêté.
- L'exploitant doit séparer l'emplacement de la benne à déchets du bâtiment principal par une aire libre de 8 mètres ;
- L'exploitant doit réaliser un exercice de défense contre l'incendie en interne dans le mois qui suit le début de l'exploitation.

## Article 5

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca - 13002 Marseille), qui peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

## Article 6

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée.


Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté sera notifié à la société THUNDER FRANCE PROPCO IV SNC et publié sur le site internet du département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 7

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,  
- Le Sous-Préfet d'Istres,  
- Le Maire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône,  
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,  
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 15 NOV. 2024

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
  
Cyrille LE VELY